

# PLUS JAMAIS ÇA ! UN MONDE À RECONSTRUIRE

**Cette crise sanitaire nous a montré qu'avec de simples gestes et la responsabilité de chacun, nous sommes assez puissants pour repousser un virus mortel... Maintenant que nous savons nous unir pour le meilleur, ceux-là même qui nous ont délégué le travail et la responsabilité de remettre de l'ordre dans le pays veulent, une fois la crise passée, reprendre le pouvoir entre leurs seules mains pour dicter leur politique : celle qui en est la genèse et qui pourrait bien nous remettre face à une nouvelle crise, sanitaire ou financière...**

**NON : c'est maintenant la responsabilité de chacun de décider dans quel "monde d'après" nous voulons vivre, avec nos envies, nos projets, pour vivre de notre travail et non travailler pour vivre !**

**Le choix c'est bien nous qui l'avons. Nous n'avons pas besoin d'eux... mais eux ont besoin de nous ! Affirmons notre puissance collective pour qu'elle ne soit pas utile qu'en temps de crise, mais pour construire une société d'avenir... où il fait bon vivre.**

Le contexte de « déconfinement progressif » est encore très incertain et beaucoup dépend de paramètres que personne ne maîtrise, comme la mise au point d'un vaccin ou la découverte de traitements efficaces contre le Covid-19.

Mais c'est précisément dans les périodes de choc d'immédiat après-crise que l'histoire s'accélère, que les bifurcations sont engagées ou pas, que les décisions prises conditionnent pour une longue période la construction du futur. L'expérience toute récente est source de prises de conscience et de réflexions de plus long terme sur lesquelles nous entendons bien nous appuyer.

Depuis plusieurs mois, des organisations syndicales et associatives convergent, convaincues que les réponses aux urgences sociales et écologiques doivent être construites ensemble. La crise qui a éclaté en ce début d'année 2020 montre une fois de plus la nécessité de changer de système. C'est pourquoi nos organisations ont constitué un front élargi et inédit pour initier une tribune, puis une pétition et un appel aux mobilisations du 1er mai\*.

Nous pensons que le moment est venu de préciser les contours du « plus jamais ça » que nous mettions en avant dans cette tribune le 18 mars et auquel nous entendons désormais donner plus de corps.

Désormais il est nécessaire de dépasser l'effet de sidération paralysant que génère le traumatisme de la crise sanitaire. Il s'agit d'amener la population à se saisir de ce moment pour exiger que des enseignements en soient tirés.

C'est le sens de ces mesures que nous versons au débat. Elles sont volontairement précises et le plus souvent chiffrées. Il ne s'agit pas, cependant, de présenter un plan figé, ficelé et définitif. Au contraire, ces propositions ont vocation à être soumises au débat public et sont amenées à être complétées. La relative précision des mesures présentées poursuit deux objectifs.

D'abord, signifier que nous ne nous contenterons plus des grands mots, des déclarations d'intention, des formulations creuses. Nous voulons démontrer, à travers l'articulation de mesures de court et de long terme, le pragmatisme et l'ancrage dans le réel de notre démarche.

Ensuite, notre but est de faire la démonstration **qu'il y a des alternatives au capitalisme néolibéral, productiviste et autoritaire**, et que ces alternatives sont crédibles, désirables et réalisables, à condition que la volonté politique et les moyens financiers soient enfin mis au service des objectifs de transformation sociale et de préservation de l'environnement, au lieu de les soumettre aux pressions et desideratas des lobbies. Du reste, un grand nombre de ces alternatives relèvent d'un déjà-là qu'il s'agit de conforter, de rénover et de généraliser, que ce soient les grands systèmes collectifs mis en place dans le cadre de l'État social (protection sociale, services publics, etc.) ou les alternatives concrètes qui sont souvent autant de possibles si leur généralisation est envisagée.



## L'heure est aux urgences sanitaires et sociales et à la satisfaction des besoins essentiels de la population, dans le respect des droits démocratiques :

les semaines à venir seront décisives et le gouvernement doit urgemment changer de logiciel, pour répondre aux objectifs qui s'imposent et que nous nous fixons dans les deux premières parties de ce plan de sortie de crise. En particulier doit être lancé un vaste plan de renforcement et de développement des services publics.

Au mois de juin, sera présentée une nouvelle loi de finance rectificative : si l'on veut que cette crise ne soit pas l'occasion de plans d'austérité et de nouvelles régressions sociales, si l'on souhaite partager les richesses et financer la transition écologique, alors il faut refonder le système bancaire et financier et la fiscalité. C'est tout l'objet de la troisième partie.

Enfin, face aux plans de relance du gouvernement, qui ne font que relancer un système profondément insoutenable, nous en appelons dans la dernière partie à des mesures courageuses, **permettant une reconversion sociale et écologique de la production agricole, industrielle et de services**, pour à la fois créer des centaines de milliers d'emplois de qualité et cesser les activités les plus néfastes pour les populations et la planète. Cette reconversion doit être aussi l'occasion d'une relocalisation des activités, qui s'accompagnerait de mesures fortes de solidarité européenne et internationale, que nous précisons également.

Ce document se veut donc une contribution et même un appel au débat public. Débattons partout, mobilisons nous sur le terrain pour changer le système et exiger des pouvoirs publics des transformations radicales !

**Changer en profondeur le monde qui a rendu cette crise aussi violente est l'affaire de toutes et tous, le monde d'après sera celui que nous serons capables de reconstruire.**

34 mesures  
pour un plan de  
sortie de crise



**POUR  
ALLER PLUS  
LOIN :**



Manifeste de  
la CGT pour  
Le jour d'après



# #PlusJamaisCa, signons #PourLeJourDapres

Il ne s'agit pas ensuite de relancer une économie profondément insoutenable écologiquement et socialement ! Nous demandons que s'engagent sans plus attendre des politiques publiques de long terme pour ne plus jamais revivre ça :

- 1 Un plan de développement de tous les services publics
  - 2 Une fiscalité bien plus juste et redistributive, un impôt sur les grandes fortunes, une taxe sur les transactions financières et une véritable lutte contre l'évasion fiscale.
  - 3 Un plan de réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations, de répondre à la crise écologique.
- Mobilisons-nous dès maintenant et donnons-nous rendez-vous le "jour d'après" pour réinvestir les lieux publics pour reconstruire ensemble un futur, écologique, social et démocratique, en rupture avec les politiques menées.

Organisations signataires :

Action Aid France, Action Non-Violente COP 21, Alternatiba, Attac France, CCFD Terre Solidaire, Confédération paysanne, CGT, Convergence nationale des Services Publics, Droit au logement, Fédération syndicale unitaire (FSU), Femmes Égalité, Fidl, Fondation Copernic, Greenpeace France, i-buycott, Il est encore temps, Le mouvement, les Amis de la Terre France, MAN, MNL, Notre affaire à tous, Oxfam France, Partager c'est sympa, Reclaim Finance, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature, Unef, Union syndicale Solidaires, UNL, Utopia, 350.org.

Texte intégral de la Pétition en ligne sur :  
<https://www.policat.org/p/8921>

Centre Scientifique  
& Technique Jean Féger  
F017 - avenue Larribau  
64018 PAU Cedex  
05 59 83 42 56 / 60 43 / 68 21

Tour Coupole  
& St Martin d'Hères  
04B01 - 2 place Jean Millier  
La Défense 6, 92078 PARIS  
01 47 44 72 75  
06 28 78 94 34

Pôle Étude Recherche  
Lacq (PERL)  
Pôle Économique 2 - BP47  
64170 LACQ  
05 59 67 37 37

@CGTTtotal  
 facebook.com/CGTTtotal  
 amont-holding.cgt-ues@total.com  
 ep.cggttotal.fr  
 06 28 78 94 34